

Stop à la manipulation de la monnaie !

Lorsque les gouvernements contractent ou gonflent la masse monétaire, ils taxent ceux qui la détiennent.

Par Luke Muller.

Un article de Libre Afrique

[L'invention de la monnaie](#) a permis aux individus de remplacer leur système de troc par celui de l'échange monétaire. Au lieu d'échanger un bien ou un service contre un autre, la création de la monnaie leur a permis d'acheter ce qu'ils voulaient, même à crédit. La monnaie est essentiellement un échange de reconnaissances de dettes (I-owe-you token, IOU).

Un peu d'histoire

Une personne détenant des reconnaissances de dette (IOU) possède un crédit, et peut ensuite les échanger contre des biens ou des services au sein de la communauté qui les accepte. La monnaie est donc une obligation contractuelle dans un échange pouvant prendre n'importe quelle forme : marchandises, notes imprimées ou même jetons cryptés numériquement, à condition que les gens la reconnaissent et l'acceptent.

Historiquement, les sociétés ont [presque tout utilisé](#) comme monnaie. Les produits rares étaient particulièrement prisés dans le passé. Des coquillages, du tabac, du sel, et même des roues géantes en pierre sculptée (sur l'île de Yap) ont été utilisés comme moyens d'échange et d'épargne. L'or, l'argent et le cuivre ont été largement utilisés pendant des milliers d'années. [Le dollar américain était attaché à la valeur de l'or](#) jusque dans les années 1970. Le problème avec l'utilisation des marchandises comme monnaie est que leur valeur n'est pas toujours stable. La valeur du tabac peut exploser durant une sécheresse, et le prix de l'or chuter si un navire espagnol revenait d'un pillage de métaux précieux des Aztèques.

Les gouvernements ont trouvé une solution pour créer une monnaie plus stable en émettant leurs propres billets de reconnaissance de dette et en gérant l'offre pour éviter que sa valeur ne fluctue énormément. [La monnaie fiduciaire](#) est la monnaie à laquelle le gouvernement a attribué un cours légal. Elle n'a aucune valeur intrinsèque et n'est soutenue par aucune marchandise physique, mais elle est acceptée comme une reconnaissance de dette parce que son offre est limitée, difficile à contrefaire, durable et échangeable, divisible, stable et facilement reconnaissable. Les monnaies fiduciaires sont créées par décret gouvernemental, mais le gouvernement doit maintenir les caractéristiques susmentionnées d'une bonne monnaie, faute de quoi ses citoyens ne l'accepteront plus comme une reconnaissance de dette.

Quand la monnaie s'effondre

Certains pays ne gèrent pas correctement leurs monnaies fiduciaires, et il existe de nombreux exemples historiques d'effondrement des monnaies. Récemment, [le Zimbabwe](#) n'a pas réussi à limiter l'offre de dollars zimbabwéens, poussant l'inflation à plus d'un million de pour cent en 2008 et rendant le dollar zimbabwéen sans aucune valeur.

Actuellement, [le taux d'inflation du Venezuela](#) avoisine les 20 000 % et les ménages abandonnent le Bolívar pour recourir au troc, ou encore utilisent le dollar américain et [d'autres devises](#). Le dollar américain a une histoire plus aboutie et a été relativement stable au cours de la dernière décennie, avec une inflation proche de 2%. La valeur de la monnaie est ni plus ni moins celle que les individus attribuent à ce qu'ils veulent échanger.

Manipulation de la monnaie par l'État

Lorsque les gouvernements contractent ou [gonflent la masse monétaire](#), ils taxent ceux qui la détiennent. Il est donc tentant pour des gouvernements cupides d'augmenter la masse monétaire et de laisser subsister [des taux d'inflation élevés](#). Le gouvernement sud-africain vise à maintenir l'inflation annuelle entre 3% et 6%, beaucoup plus élevée que les objectifs américain et européen, à hauteur de 2%. Il y a dix ans, le taux de change du Rand était de 7,50 rands pour un dollar américain, alors qu'aujourd'hui le même dollar vaut 12,5 rands.

Une inflation élevée rend l'épargne difficile pour les Sud-Africains pauvres parce qu'ils ont un accès limité à des comptes d'épargne ou d'investissement, leurs économies perdent alors de la valeur. Le gouvernement sud-africain impose également des contrôles de change stricts à ses citoyens essayant d'acheter d'autres devises. Les réglementations de contrôle des changes imposées par la loi limitent la liberté des résidents et des entreprises sud-africains désirant transférer de l'argent à l'étranger. Cela rend le Rand moins négociable, réduit sa liquidité et le rend moins susceptible d'être accepté dans une transaction.

Le gouvernement sud-africain, par exemple, devrait abandonner les contrôles de change coûteux et réviser progressivement à la baisse son objectif d'inflation, augmentant la négociabilité, l'acceptation et la stabilité du Rand. Il deviendra alors moins contraignant pour [les Sud-Africains](#) d'épargner, et plus facile pour eux d'être intégrés au monde du commerce international. Un Rand robuste permettrait un marché des changes liquide, la liquidité garantissant la qualité de la monnaie.

Le Rand pourrait ne pas être en mesure de rivaliser avec les devises réserves mondiales (dollar américain, euro, yuan, yen et livre sterling) qui ont une longue histoire de stabilité et de bonne gestion, mais il est possible de commencer par lui apporter des améliorations.

Si le Rand maintient les caractéristiques d'une bonne monnaie, il fournira un moyen d'échange généralement accepté, une unité plus fiable pour mesurer le coût des biens et des services, un actif où la valeur peut être stockée à long terme, et un catalyseur pour une stabilité économique et une croissance réelles.